

Oser « penser l'impensable »

Le nouveau désordre mondial. Réflexion d'un Européen de Tzvetan Todorov, Robert Laffont, 111 p.

Marco Micone

Number 196, May–June 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/19430ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Micone, M. (2004). Oser « penser l'impensable » / *Le nouveau désordre mondial. Réflexion d'un Européen* de Tzvetan Todorov, Robert Laffont, 111 p. *Spirale*, (196), 37–38.

OSER « PENSER L'IMPENSABLE »

LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL. RÉFLEXION D'UN EUROPÉEN de Tzvetan Todorov

Robert Laffont, 111 p.

LES ÉTATS-UNIS ont pour objectif de dominer le monde sans partage. Depuis l'effondrement de l'URSS, personne n'ose remettre en question leur suprématie. Pour consolider celle-ci, ils n'ont pas seulement recours à leur arsenal militaire, ils mettent aussi tout en œuvre pour orienter l'économie mondiale selon leurs intérêts. La mondialisation néolibérale sert entre autres à cela. Elle touche désormais tous les coins du globe où elle impose ses règles et ses valeurs. Moins intéressée par la conquête des pays que par celle des marchés, elle est à l'origine de la destruction des solidarités, de l'appropriation par le privé des sphères publique et sociale et du désenchantement du monde.

Tout a commencé au début des années 1970, lorsque Richard Nixon, abolissant le système mis en place à Bretton Woods à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a jeté les bases de la mondialisation libérale en dérégulant la circulation des capitaux et des flux financiers. Puis, quelques années plus tard, le Chili sous Pinochet, les États-Unis sous Reagan et la Grande-Bretagne sous Thatcher adopteront les théories monétaristes de l'école de Chicago, dont le chef de file était nul autre que Milton Friedman (prix Nobel d'économie 1976.) L'objectif avoué était d'éradiquer une fois pour toutes la longue tradition keynésienne d'intervention économique et sociale de l'État. Suivront lois et gestes afin de briser les syndicats, déréguler l'économie et privatiser les biens publics. Cela mènera, pendant les années quatre-vingt, à ce qu'on a appelé le « Consensus de Washington », une doctrine à laquelle souscriront les principales multinationales, les banques de Wall Street et les organismes financiers internationaux. Ledit Consensus deviendra le modèle économique néolibéral que le capital américain imposera comme condition à ses investissements.

Après deux décennies de néolibéralisme, on constate avec étonnement, sinon avec effroi, à quel point les États obéissent aux injonctions des marchés financiers, capitulent devant les diktats du FMI (contrôlé par les Américains) en réduisant les dépenses publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement afin de favoriser l'investissement des firmes internationales. Désormais, ce sont ces dernières qui détiennent le pouvoir réel, l'État étant devenu l'instrument qui facilite la recherche de profits des entreprises aussi bien locales que globales en créant, entre autres, les conditions propices à la compétitivité de celles-ci. Dans un

monde néolibéral, l'État n'est plus l'expression politique de l'intérêt de tous et encore moins le redistributeur des richesses collectives.

Le rôle des intellectuels

Cette révolution néolibérale n'aurait pas été possible sans l'apport d'intellectuels de droite qui n'ont pas hésité à s'inspirer des thèses du communiste Antonio Gramsci sur la nécessité d'exercer l'hégémonie culturelle pour à la fois renforcer et légitimer le pouvoir économique et politique. Ainsi, des boîtes à idées prestigieuses, telles la Société du Mont Pèlerin, la Heritage Foundation, la Cato Institute et la Commission Trilatérale, aux États-Unis, Anthony Giddens et consorts, en Grande-Bretagne de même que la Fondation Saint-Simon (dont l'un des instigateurs n'est nul autre qu'Alain Minc), en France, ont œuvré sans relâche pendant des années pour que les principes du néolibéralisme soient adoptés par les démocrates clintoniens, les travaillistes blairistes et même par les socialistes français (sans parler de la reptation zélée de la droite). Mission accomplie ! En France, la gauche ne parlera plus de rapports de domination, mais d'inclusion/exclusion, de même qu'on va remplacer le principe d'égalité par celui d'équité comme fondement philosophique de l'État-providence ; tandis que la droite, s'évertuera à éteindre ce que Pierre Mauroy appelait « les lanternes de l'avenir » : l'éducation, la recherche et la culture. En Grande-Bretagne, où la troisième voie s'est donné comme objectif de convaincre les citoyens (ou ce qu'il en reste !) d'accepter la mondialisation au lieu de la combattre, les blairistes ont réussi à faire de la flexibilité du marché du travail un objectif de gauche. Quant au charismatique Clinton, il n'a eu aucune difficulté à rallier le Parti démocrate aux politiques néolibérales du Parti républicain, puisque celles-ci, appliquées à l'échelle mondiale, constituent une arme aussi redoutable que l'arsenal militaire américain pour la domination du monde.

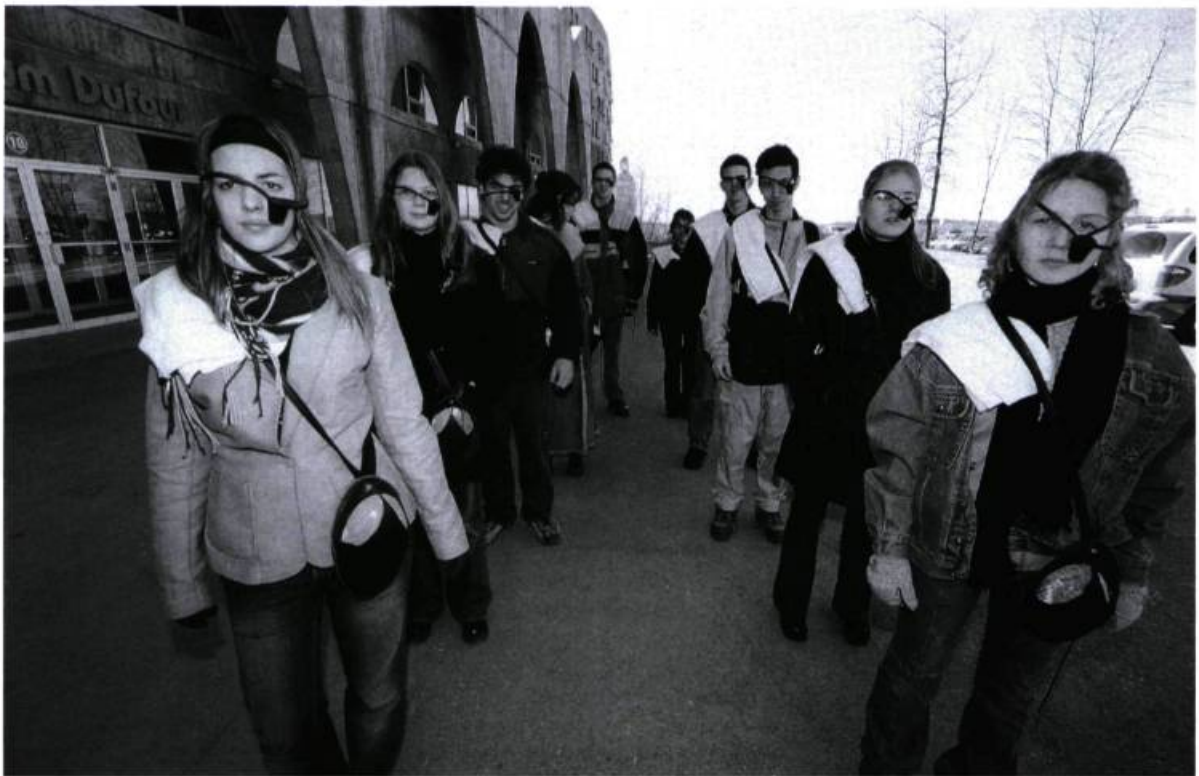
Maintenant que les États-Unis règnent en maîtres sur celui-ci, grâce à leur énorme puissance économique et militaire, sommes-nous condamnés à vivre dans un monde unipolaire ? C'est la question à laquelle s'intéresse Tzvetan Todorov dans *Le nouveau désordre mondial*. Dans cet essai aussi dense qu'incomplet, il plaide pour un monde multipolaire où l'Europe pourrait jouer un rôle de premier plan si elle réussissait à se doter d'une force militaire importante et à réformer ses institutions. On re-

grette cependant qu'il ne puisse imaginer le vieux continent comme un espace économique reposant sur des valeurs à l'opposé de celles du néolibéralisme.

L'humiliation : mère du fanatisme

Jusqu'au 11 septembre 2001, les États-Unis se croyaient à l'abri d'attaques venant de l'extérieur. Ayant pris conscience à la fois du danger que présente le terrorisme et de leur propre vulnérabilité, ils ont ajouté à leur stratégie militaire la notion de guerre préventive, une approche inédite de l'idée d'autodéfense, faisant la preuve qu'ils règnent désormais en maîtres incontestés sur le monde. L'Irak ayant été le premier pays à faire les frais de cette nouvelle politique, on frémit à l'idée de voir les Américains la poursuivre dans le but de consolider leur hégémonie. Malgré le renversement de la dictature, ils n'ont réussi qu'à ajouter le chaos à la désolation, la démocratie s'avérant une entreprise bien plus ardue que ne l'avaient laissé entendre les boute-feux du Pentagone. De plus, écrit Todorov, « cette guerre sera ressentie comme une humiliation par de nombreuses populations arabes, musulmanes ou simplement non occidentales. Or l'humiliation, subie ou imaginée, est mère du fanatisme ; et rien ne nourrit mieux le terrorisme que la convergence de l'aptitude à se sacrifier avec la technologie de destruction devenue accessible à tous ». Le terrorisme ne sera vaincu que lorsque l'on aura fait un effort sincère pour éliminer les causes tels la pauvreté et le sombre avenir des jeunes. Le recours à la guerre n'aura fait qu'attiser la haine contre l'empire. Il n'est pas illusoire de penser que celui-ci aurait agi autrement si le poids militaire et politique de l'Europe était au moins proportionnel à son importance démographique.

« Tout pouvoir sans bornes ne saurait être légitime », écrit Montesquieu dans les *Lettres persanes*. Dans un monde où le désespéré ose se mesurer au puissant, où il devient invincible en opposant à celui-ci le sacrifice de sa propre vie comme arme ultime, la capacité de convaincre est peut-être le meilleur moyen d'assurer la paix. Convaincre sans exclure ni les compromis ni les consensus, puisque c'est l'essence même de la politique ; mais aussi partager le pouvoir, condition indispensable à la reconnaissance de sa légitimité. C'est celle-ci qui a fait défaut aux États-Unis lors de la guerre contre l'Irak, à cause de leur action unilatérale. « Il est de leur intérêt, soutient Todorov, d'accepter des limitations volontaires de leur puissance, comme du reste le leur



Claudine Cotton, *Ensemble, chacun son tour, Kit de manif*, 2003, manœuvre réalisée dans le cadre de *Kit de manif, Folie/Culture*, Québec. Pièces principales du kit : 10 cueille-larmes (en cuir) à porter sous l'œil; 10 gros galets (dans des gaines de cuir en bandoulière) servant lors de l'action i.e. marcher sur les galets constamment posés au sol (comme des Japonais). Photo : Alain Dumas.

recommandent certaines voix, nullement anti-américaines, à l'intérieur de leur pays. » Ils n'y consentiront que s'ils y sont contraints. D'où la nécessité d'une puissance, autre que l'ONU, qui puisse faire contrepoids aux États-Unis, car ce vénérable organisme international, en plus d'être soumis à trop d'intérêts divergents, n'a pas la force requise pour faire triompher le droit. « Sans la force, le droit est impuissant », écrivait Pascal. Aux deux visions unitaires du monde — celle d'une *pax americana* et celle d'un gouvernement mondial — Todorov oppose « celle de la pluralité qui contribue au maintien de la paix par l'équilibre entre plusieurs puissances. C'est dans ce cadre, conclut-il, que pourrait trouver sa place l'Europe de demain ».

L'espoir européen

Mais l'Europe reste encore très divisée, au moins sur une question. Une dizaine de pays, dont la Pologne et la Hongrie, s'en remettent aux États-Unis pour assurer leur défense, d'autres comme la Suisse et l'Autriche ont choisi la neutralité, tandis que la France et l'Allemagne ont montré clairement, lors du conflit américano-irakien, leur volonté de s'affranchir de la tutelle américaine. Cependant, au-delà de ces divisions, les pays européens partagent des valeurs de justice, de laïcité et de démocratie en plus d'être héritiers de la civilisation gréco-romaine, du christianisme et

de la Renaissance. L'idée d'une mentalité commune n'est ni exagérée ni nouvelle puisque Jean-Jacques Rousseau parlait déjà « d'une sorte de système et de conformité des coutumes ». Maintenant que le projet européen repose sur des assises de plus en plus solides, l'Europe doit se doter, selon Todorov, d'une armée assez forte pour garantir sa sécurité et celle des autres pays. « Seule cette solution, réponse crédible aux problèmes de la guerre et de la paix dans le monde, pourrait détourner les États-Unis de la tentation impériale à laquelle ils succombent aujourd'hui » en contravention du droit international.

Il ne reste, selon l'auteur du *Nouveau désordre mondial*, qu'à réformer les institutions européennes. Au lieu d'une Europe à plusieurs vitesses, il en propose une « à plusieurs cercles concentriques » dont celui du centre serait constitué principalement de pays tels la France, l'Allemagne et l'Italie. Ce premier cercle ne serait pas une confédération, c'est-à-dire un regroupement d'États indépendants, mais une vraie fédération. Le deuxième serait formé de l'Union européenne actuelle, tandis que le troisième s'arrêterait à la frontière de la Russie et du Maghreb. Afin d'assurer à cet ensemble suffisamment de cohésion et de légitimité, il faudrait que chaque député représente le même nombre d'électeurs, que le président de l'Union soit élu par les députés européens et investi de pouvoirs réels et, finalement, que l'anglais soit adopté

comme *lingua franca* au même titre que le latin l'a été au Moyen Âge.

Ici s'arrête la réflexion de cet Européen d'origine bulgare. Pour être intéressante, elle n'en est pas moins lacunaire. Pouvait-on s'attendre de quelqu'un dont la liberté a été brimée par l'état communiste jusqu'à l'âge de vingt ans d'être critique de l'État libéral? À sa réflexion, j'ai ajouté, au début de cet article, celle d'un Nord-Américain obligé, désormais, de subir un monde désenchanté par la rationalité techno-scientifique et productiviste où l'idéologie néolibérale tend à réduire tous les rapports sociaux à son aspect mercantile et qui se demande ce qu'on peut faire.

Il faut que les intellectuels progressistes osent « penser l'impensable » (Serge Halimi, *Le Monde diplomatique*), c'est-à-dire une nouvelle utopie, comme l'ont fait les intellectuels de droite qui, pendant des lustres, ont préparé l'avènement de la leur, en plus d'avoir réussi à présenter le néolibéralisme comme l'état naturel de la marche du monde. Il faut refuser l'éternité de ce qui est et démonter les mécanismes d'une fatalité qui condamne toujours les mêmes à l'insécurité et au mépris. Malgré le virage à droite de plusieurs pays européens, il n'y a que là où fut inventée la philosophie, fut signée la Magna Carta et furent déclarés les Droits de l'homme qu'une nouvelle utopie peut voir le jour.

MARCO MICONE